

La sidérurgie à Liège: l'impasse

Une catastrophe s'abat sur la région liégeoise. Les pressions sont fortes – d'autant qu'en période électorale, la surenchère devient la norme – pour que toute la population se contente de marquer sa "solidarité" sans se poser de questions. La solidarité va de soi. Mais les questions ne manquent pas.

Il y avait auparavant 30.000 sidérurgistes dans la région¹. Ils ne sont plus que 4.000 environ. La chute libre a déjà eu lieu. On se rapproche de la liquidation "finale", si je puis dire.

Au-delà de la solidarité avec les travailleurs, au-delà de la dénonciation d'une direction violant ses propres engagements, n'hésitant pas à plonger une région dans un désert économique, je ne peux m'empêcher de clamer haut et fort, avec bien d'autres d'ailleurs, que cette fermeture (comme les prochaines) était parfaitement prévisible... pour tout observateur qui n'est pas béat d'admiration devant les lois du marché. Depuis le 19^e siècle, surtout depuis Marx et Engels, *on devrait savoir* que la concurrence capitaliste entraîne la surproduction (les crises); celle-ci est surmontée par des "restructurations", des "rationalisations". Dès que Sidmar et la sidérurgie maritime se sont développés, avec en partie de l'argent de Cockerill, le sort de la sidérurgie continentale était scellé. L'apparition de la concurrence du Tiers Monde a accéléré le processus.

L'inconnue n'était donc pas, depuis les années 60, la fermeture des entreprises sidérurgiques liégeoises, mais bien les échéances. Il est difficile en effet de prévoir les méandres des crises, l'évolution des techniques et de la productivité, les fluctuations de l'offre et de la demande, etc. Charleroi a un sursis de quelques années. Et après ? Le démantèlement de la sidérurgie liégeoise date du début des années 80. L'agonie est longue.

Le combat a permis d'adoucir les conséquences sociales. Il est probable que l'enjeu actuel est similaire: combien de milliards réussira-t-on à soutirer à Arcelor pour amortir les effets de la fermeture ?

Je pose ouvertement la question fondamentale venant à l'esprit de toute personne lucide: puisque l'économie de marché est instable (et l'est encore plus avec la mainmise envahissante des multinationales), pourquoi n'encourage-t-on pas une économie *alternative* ? Les "experts" répondront que l'économie alternative ne parviendra pas *dans l'immédiat* à compenser les pertes d'emplois. Exact. Mais le peu qui sera réalisé offrira au moins quelques garanties et surtout créera une dynamique enthousiasmante pour la jeunesse.

Tant qu'on y est, ajoutons un pavé supplémentaire dans la mare. Car se pose également à terme la question de l'utilité de la sidérurgie. Agrandir davantage le parc automobile et décorer davantage la nature à l'aide de canettes vides sont-ils des objectifs valables, s'inscrivant dans un "développement durable" ?

Une économie alternative se distingue par une production la plus indépendante possible des multinationales, répondant à des besoins profitables à la population², respectueuse de la nature et de l'environnement. Les exemples sont nombreux: matériaux isolants, alimentation "saine", maison écologique, chauffage solaire, énergies renouvelables, meubles "durables", produits d'entretien écologiques... Ce sont des perspectives à long terme, exigeant des changements dans le comportement de la population, réservant toutes sortes d'aléas. Mais ce n'est pas avec les vieilles recettes qui ont raté qu'on réussit les bonnes soupes.

M. N.
Février 2003

¹ D'après le recensement de 1947, 30.029 personnes travaillaient en sidérurgie dans les communes de Seraing, Ougrée, Jemeppe et Tilleur; le recensement de 1961 en dénombre encore 28.999 (en chiffres arrondis: 1.500 à Tilleur, 20.000 à Seraing, 5.000 à Ougrée et 3.000 à Jemeppe).

² Pas de gadgets aliénants, par exemple.